



Chat-CPE avec Sophie Binet de l'Unef

🕒 Publié le 22/03/06 à 00h00 — Mis à jour le 23/05/06 à 16h17



— 20 Minutes



Ecouter cet article Chat-CPE avec Sophie Binet de l'Unef

00:00

Mlle BINET a-t-elle disparu ?? où peut-on voir ses réponses ? Jéôme

S. Binet : Non non, binet ne s'est pas débinnée. J'ai juste commencé par répondre à une question un peu longue...

Que pensez-vous de cette dérive visant à justifier la violence par le désarroi des jeunes alors que bon nombre d'eux sont ceux des incidents de fin novembre? Est-ce vraiment la précarité le fond du problème du débat ou le fait que des jeunes vont devoir prouver leur valeur sur une période d'essai plus longue avant de se "reposer"? Le CPE propose un emploi à un

salaire "normal", des avantages mais avec l'obligation de faire ses preuves et que l'économie se porte au mieux pour l'entreprise. Enfin, ne redoutez-vous pas que le mouvement s'essouffle avec les vacances d'avril ? Oliv

S. Binet : Nous condamnons toujours la violence par principe. Effectivement, le 7/03, il y avait des jeunes qui étaient venus uniquement pour en découdre, sans aucun lien avec les revendications portées par le mouvement. Il y avait aussi une centaine de militants d'extrême droite...Cependant, il est important d'y regarder de plus prêt pour distinguer les responsabilités de chacun. A la Sorbonne par exemple, tout a commencé quand le Préfet a ordonné l'évacuation et la fermeture du bâtiment, alors que les étudiants en avaient massivement voté l'occupation. C'est pour cela que nous pensons qu'il faut respecter les modes d'action des étudiants – dès lors qu'ils sont pacifiques – car c'est ce qui permet au mouvement de se développer sainement et sans tensions. On peut également déplorer un certain nombre de provocations policières, et la blessure grave du militant de SUD PTT lors de la manifestation du 7/03 en est malheureusement une illustration. Enfin, c'est sûr que l'attitude du gouvernement n'aide pas : alors que 70% des français et 80% des jeunes demandent le retrait du CPE, que 1,5 millions de personnes sont descendus dans la rue le 18/03, continuer à passer en force et à refuser toute discussion s'apparente à une véritable provocation !

Nous pensons que 2 ans, ce n'est pas une période d'essai. C'est d'ailleurs contraire à toutes les conventions internationales qui précisent que la période d'essai doit être d'une durée « raisonnable ». En fait, il ne s'agit pas d'un contrat avec une période d'essai mais d'un nouveau type de contrat précaire, dans lequel le salarié est sur un siège éjectable pendant 2 ans.

Le CPE s'applique aux jeunes qui n'ont pas eu la chance de faire de longues études et qui n'auraient même pas le BAC (BEP, CAP..) et qui n'auront pas d'autres choix que le CPE s'ils souhaitent commencer rapidement dans la vie active. Ce ne sont pas ceux qui ont la chance de faire des études supérieures en fac qui se retrouveront confrontés à ce type de contrat. Aujourd'hui, le CPE est une réelle solution pour réduire le taux de chômage qui touche aujourd'hui les jeunes. Qu'en pensez-vous ? kenza

S. Binet : Le CPE s'adresse à l'ensemble des jeunes et les touchera tous, les diplômés comme les non diplômés. Il n'existe aucune preuve tangible qui permette de dire que le CPE fera baisser le taux de chômage. Au contraire, on dispose aujourd'hui d'études

d'économistes, notamment celle de Pierre Cahuc de Paris 1 (commandée par le gouvernement...) montre que le CPE ne créera que 70 000 emplois d'ici à 2008, soit une baisse de 0,5 points de chômage sur 3 ans...Ce alors que si on réglementait efficacement les stages pour empêcher que les stagiaires ne remplacent des salariés, on en créerait 60 000....

*Bonjour, Si le gouvernement ne plie pas et continue à ignorer les syndicats que ferez-vous ?
Julien P.*

S. Binet : Nous continuerons à mobiliser pour augmenter le rapport de force, car nous pouvons être encore plus nombreux à descendre dans les rues...

Quelle métier envisagez-vous de faire (oui, vous, personnellement)? Roch Morin

S. Binet : CPE, Conseiller Principal d'Education dans les collèges et lycées, pour ensuite être proviseur (non non, ce n'est pas une blague)

Ne pensez vous pas que votre mouvement contre le CPE dénote un manque flagrant d'intelligence et de citoyenneté ? En effet, depuis maintenant 30 ans, les gouvernements successifs, de droite ou de gauche, n'ont trouvé aucune solution, que ce soit le grand Mitterrand ou le PC ou la droite. Alors soyez intelligente : permettez au CPE de démontrer par lui-même son efficacité ou son inefficacité. Sa mise en oeuvre ne pourra pas donner une situation pire pour les jeunes que celle d'aujourd'hui. Bernard

S. Binet : Merci pour le paternalisme et le mépris face à la mobilisation des jeunes...

Sur le fond, c'est tout de même un peu réducteur de dire que rien n'a changé en 30 ans. Le chômage des jeunes n'a pas toujours été aussi élevé, et une politique de croissance et d'emplois aidés a permis de le faire baisser de façon très sensible.

Avant de créer le CPE, il aurait été intéressant que le gouvernement respecte ses engagements, et évalue les effets du CNE. En effet, les premiers éléments ne sont guère concluants : dans une première enquête réalisée par l'IFOP (vous pouvez la télécharger), 70% des patrons qui ont embauché en CNE disent que si le CNE n'avait pas existé, ils auraient recruté tout de même, dont 57% en CDI...Plus de créer de l'emploi, le CNE/CPE transformera plutôt les CDD et CDI en emplois encore plus précaires.

Tous les diplômés ont-ils le même poids, selon vous ? Certains ne conduisent même pas au CPE, mais directement à l'ANPE (Licence Cinéma, arts du spectacle, sciences de l'éducation,...) alors que d'autres amènent directement à des CDI. Avant le CPE, qui n'est jamais que l'authentification de ce qui se pratique déjà avec les CDD en cascade, ne sont-ce pas plutôt ces formations "bidon" qu'il faut dénoncer ?... Bruno

S. Binet : Effectivement, il y a certains diplômes plus reconnus que d'autres car les moyens financiers mis par étudiant sont beaucoup plus importants que sur les filières classiques. Une chose est sûre cependant, c'est que d'une façon générale la qualification et le niveau d'études est ce qui protège le mieux du chômage, qui est beaucoup plus important pour les non diplômés.

Cependant, le fait de vouloir calquer l'offre de diplômes au marché du travail est dangereuse: les salariés ont besoin d'un niveau de qualification général qui leur permette de s'adapter, car les postes évoluent vite, et que l'on sait aujourd'hui qu'un salarié ne restera pas 40 ans sur le même emploi.

Visiblement en France on sait ce que l'on ne veut pas, mais ... on ne sait pas ce qu'on veut. Les manifs étudiantes c'est comme les hirondelles tous les ans à la même époque (dès qu'il fait beau ... mais surtout pas pendant les vacances). Trop facile de faire la révolution en étant chez papa et maman, trop facile de critiquer sans avoir mis les pieds dans le monde professionnel, ou sont vos propositions, vos idées, vos solutions. Arrêtez de vous faire manipuler par les politiques et les syndicats et demandez vous ce que ces gens qui défilent en tête de cortège sous les caméras font pour vous, si vous n'avez pas compris qu'ils vous utilisent, alors effectivement il vous reste encore beaucoup à apprendre mais pas dans la rue... à la fac. Olivier

S. Binet : Merci, je ne suis plus chez papa maman depuis 5 ans et, comme l'écrasante majorité des étudiants, j'ai déjà eu affaire au monde du travail en me salariant pour financer mes études.

Le CPE est peut être une bonne ou une mauvaise chose mais pourquoi ne pas essayer ? Ne serait-il pas plus crédible de descendre dans la rue dans un an si effectivement le CPE montrait des mauvais résultats ? Comment des jeunes loin du monde professionnel peuvent avoir des positions aussi radicales ? Préfère-t-il le CDD ou le stage ? Patrick Perso

Voir réponses plus haut

L'Unef est surtout sponsorisé par le PS donc votre mouvement est-il plus un mouvement contestataire contrôlé par la gauche plutôt que neutre? De plus pensez vous que notre code du travail est trop rigide et que pour que la France s'adapte il devrait être revu et corrigé?
Phil

S. Binet : L'UNEF n'est sponsorisée par aucun parti, elle est indépendante et prend ses positions en fonction de l'intérêt des étudiants. L'UNEF entretient, en tant que syndicat étudiant, des relations avec l'ensemble des partis politiques républicains, qu'elle rencontre régulièrement pour présenter ses propositions. Par exemple, sur la loi recherche, nous avons rencontré l'ensemble des groupes politiques à l'assemblée pour leur présenter nos propositions de modifications profondes de loi. Si le PS nous sponsorisait, nous aurions peut-être un peu moins de galère de tunes....

Je voudrais savoir pourquoi il y a tant d'opposition au CPE ? Je suis stagiaire, et le serait pendant encore un bout de temps, au minimum 1 an et demi encore, alors je ne vois pas en quoi le CPE va me précariser plus que ça. Au contraire, j'en rêve, même si c'est aller à contre courant aujourd'hui, car on serait payer autant que ceux qui sont en CDI... soit 3 à 4 fois plus qu'aujourd'hui ? Qui refuserait une telle augmentation ? Si multiplier mon salaire par 3 ou 4 c'est me précariser, alors je ne demande que ça ! Inventez même un contrat encore plus précaire si ça rapporte encore plus !!! On me dit qu'on peut me virer à tout moment.. c'est sur c'est pas génial... mais c'est déjà le cas. Quels droits ont les stagiaires ? Il ne sont même pas considérés comme des salariés, ça veut dire qu'ils n'ont ni formation, ni chômage, ni jour de congé, ni RTT, ni 35h, ni rien du tout, on est des STAGIAIRES ! Donc arrêtons de mentir à ce sujet, les choses ne seront pas pire, et si par hasard on se rend compte du "grand mal" que provoquerait le CPE, alors on le retirera Mais laissons lui sa chance et payez moi 3 fois plus, tout le monde sera content : le patron, et les précaires (stagiaires, et autres assimilés) qui bossent pour lui ! Remarque je serai un peu moins précaire avec enfin le SMIC ! Mathieu

S. Binet : Le problème c'est que les CPE ne vont pas remplacer les stages, mais ajouter un nouveau contrat précaire. Je suis tout à fait d'accord sur le problème des stages, et l'UNEF travaille beaucoup avec le collectif de stagiaires génération précaire, qui a pris position contre le CPE. Pour régler le problème des stages qui remplacent des postes de salariés, il faut par exemple une loi pour imposer un quota maximum de stagiaires en fonction du nombre de salariés, empêcher que des stagiaires puissent être recrutés en continu sur le même poste, interdire les stages hors cursus universitaire...

Sophie, est-il vrai que l'UNEF refuse tout lien entre le monde du travail et l'université?

eclairer-nous sur ce sujet stp georges

S. Binet : Non, loin de là. Nous pensons qu'il faut professionnaliser les études à l'université mais de façon durable. C'est-à-dire que le diplôme n'est pas là pour répondre à un besoin ponctuel de main d'œuvre, et former à une compétence précise, mais à des compétences transversales qui permettent de s'adapter à plusieurs postes de travail différents par la suite. Nous proposons pas exemple qu'il y ait des modules de préparation au projet professionnel dans tous les cursus, des spécialisations à la fin de chaque diplôme, d'avantage de stages (mais encadrés et rémunérés), plus de cours de langues et d'informatique...

Sophie, j'ai une question à poser si tu connais la réponse. Le gouvernement pour vendre son CPE annonce une vague massive d'embauche grâce au CNE lancé en aout. Certains employés de l'ANPE commencent à enregistrer les effets pervers du CNE avec une vague massive de licenciements. As-tu des chiffres qui nous éclaireraient sur l'effet CNE et sur un effet probablement identique avec le CPE ? Eric R

S. Binet : Voir plus haut. 10% des CNE conclus depuis novembre 2005 ont déjà été rompus. Nous avons aussi aujourd'hui de plus en plus de témoignages de licenciement abusifs de salariés en CNE

J'aimerais savoir ce que vous pensez d'une personne comme M. Julliard quand il dit qu'il ne comprends pas pourquoi les bac+5 universitaires n'ont pas autant de valeur que les bac+5 école d'ingénieur. Moi, ça me fait marrer. En 5 ans à l'université on fait l'équivalent de ce qui ait fait en 2 ans en école d'ingénieur, que ce soit au niveau du volume horaire et du niveau requis. Charlot

S. Binet : Les étudiants qui sortent de l'université ont souvent plus d'autonomie et de capacité critique (notamment parce qu'il n'y a qu'à l'université où nous soyons formés à et part la recherche), mais c'est vrai que malheureusement, nous avons beaucoup moins d'heures de cours et d'encadrement que les étudiants des écoles d'ingénieurs car l'Etat verse 2 fois plus d'argent par étudiants en écoles d'ingé que par étudiant à la fac.

Vous ne pensez pas que le problème ce n'est pas le CPE mais plutôt le chômage? Le chômage des jeunes, diplômés ou non? Je ne trouve pas bizarre que les étudiants les plus mobilisés soient issu des filières les plus touchées par le chômage: Socio, psycho, lettres, ou histoire. Des filières qui sont pourtant destinées essentiellement vers la Fonction Publique

(Exclue du CPE). Personnellement, je suis plombier, mon fils chaudronnier. Nous n'avons certainement pas fait d'aussi hautes études mais nous ne connaissons le chômage. N'aurait-il pas mieux fallu orienter ces jeunes vers les métiers de l'industrie ou de l'artisanat qui ne connaissent ni chômage, ni bas salaire? Patrick

S. Binet : Je suis d'accord que le pb c'est le chômage, mais c'est justement parce que je pense que le cpe ne va pas résoudre le pb du chômage que je me mobilise contre le CPE.

Sophie, pourquoi ne réagit tu pas sur les élections? elles ont lieu en ce moment, et ça concerne directement les conditions de vie des étudiants... comme le montre les nombreuses questions a ce sujet De plus vue les circonstances, des explication d'un responsable UNEF serait vraiment bienvenues... après on risquerait de se faire des fausses idées, genre l'unef emploie des méthodes staliniennes.... L

S. Binet : Ne vous inquiétez pas, ça viens, je suis en train de rédiger ma réponse, je répond seulement aux questions dans l'ordre, et, n'ayant pas eu aucun cours d'informatique durant mes 5 années de philo, je tape avec 4 doigts...

Je souhaiterais savoir si Mlle Binet, et le bureau de l'UNEF, condamne les actes de vandalisme commis lors des élections des représentants étudiants au CROUS. En effet, à l'occasion du scrutin, partout en France, des militants anti-CPE, donc certains ont été reconnus comme membres de l'UNEF, ont vandalisés les bureaux de vote : bourrages d'urnes, vols d'urnes et de listes d'émargements, etc. Ces actes sont intolérables et dignes d'une dictatures. Notons qu'à l'issue de ces élections OFFICIELLES, l'UNEF a pris un camouflet et a perdu la moitié de ses sièges. Elle n'est plus maintenant que la deuxième organisation représentative des étudiants. Jérôme

S. Binet : Cela fait 2 semaines que nous demandons au Minsitère de l'éducation Nationale de reporter les élections au CROUS. En effet, ces élections, les « prudhomales » du milieu étudiant, pouvaient difficilement se tenir dans un contexte de mobilisation aussi massif : comment permettre à l'ensemble des étudiants de voter alors que plus de 67 universités sur 84 ainsi que de très nombreux lycées étaient perturbés, voire bloqués ? Nous n'avons pas été les seuls à demander ce report : la Colnférence des proutidents d'université, les directeurs de CROUS, les syndicats de personnels, le syndicat des proviseurs de lycées, PDE (une autre organisation étudiante représentative – qui n'est pas contre le CPE -) ont également appelé au report. Le gouvernement, encore une fois, a fait fis de l'avis de l'ensemble des acteurs

et a imposé sa décision en force, démontrant la considération qu'il a pour les étudiants.

L'intérêt du gouvernement est simple : diviser les organisations étudiantes rassemblées pour le retrait du CPE (l'UNEF, SUD et la FAGE) dans le cadre de la campagne et ainsi briser le cadre unitaire de la mobilisation, tenter de détourner les forces de l'UNEF de la mobilisation pour faire en sorte que le mouvement cesse, ou au contraire, si l'UNEF ne fait pas campagne, crier victoire en expliquant que le mot d'ordre du retrait du CPE n'est pas majoritaire chez les étudiants et reprendre tous les discours classiques sur le mouvement minoritaire, instrumentalisé par les crypto-gauchistes. Par ailleurs, la configuration des bureaux de votes restant favorise nettement un certain électorat : les étudiants en grandes écoles ou en médecine, dont les établissements ne sont pas bloqués, et qui votent traditionnellement pour la FAGE ou l'UNI.

Je souhaiterais savoir si Mlle Binet, et le bureau de l'UNEF, condamne les actes de vandalisme commis lors des élections des représentants étudiants au CROUS. En effet, à l'occasion du scrutin, partout en France, des militants anti-CPE, donc certains ont été reconnus comme membres de l'UNEF, ont vandalisés les bureaux de vote : bourrages d'urnes, vols d'urnes et de listes d'émargements, etc. Ces actes sont intolérables et dignes d'une dictatures. Notons qu'à l'issue de ces élections OFFICIELLES, l'UNEF a pris un camouflet et a perdu la moitié de ses sièges. Elle n'est plus maintenant que la deuxième organisation représentative des étudiants. Jérôme

S. Binet : T'inquiète Jérôme, j'avais vu ta question, et c'était pas la peine de la mettre 15 fois pour que j'y réponde...

Cela fait 2 semaines que nous demandons au Ministère de l'éducation Nationale de reporter les élections au CROUS. En effet, ces élections, les « prudhomales » du milieu étudiant, pouvaient difficilement se tenir dans un contexte de mobilisation aussi massif : comment permettre à l'ensemble des étudiants de voter alors que plus de 67 universités sur 84 ainsi que de très nombreux lycées étaient perturbés, voire bloqués ? Nous n'avons pas été les seuls à demander ce report : la Conférence des proutidents d'université, les directeurs de CROUS, les syndicats de personnels, le syndicat des proviseurs de lycées, PDE (une autre organisation étudiante représentative – qui n'est pas contre le CPE -), ou encore la coordination étudiante contre le CPE. Encore une fois, le Ministère a fait fuis de l'avis de l'ensemble des acteurs et a imposé sa décision en force, démontrant la considération qu'il a pour les étudiants.

L'intérêt du gouvernement est simple : diviser les organisations étudiantes rassemblées pour le retrait du CPE (l'UNEF, SUD et la FAGE) dans le cadre de la campagne et ainsi briser le cadre unitaire de la mobilisation, tenter de détourner les forces de l'UNEF de la mobilisation pour faire en sorte que le mouvement cesse, ou au contraire, si l'UNEF ne fait pas campagne, crier victoire en expliquant que le mot d'ordre du retrait du CPE n'est pas majoritaire chez les étudiants et reprendre tous les discours classiques sur le mouvement minoritaire, instrumentalisé par les crypto-gauchistes. Par ailleurs, la configuration des bureaux de votes restants favorise nettement un certain électorat : les étudiants en grandes écoles ou en médecine, dont les établissements ne sont pas bloqués, et qui votent traditionnellement pour la FAGE ou l'UNI, on voit bien les tripatouillages électoraux...

Nous avons donc refusé le chantage d'avoir à choisir entre les élections et le mouvement étudiant, et appelé au boycott de ces élections, ce alors que notre couverture médiatique nous aurait permis d'être facilement majoritaires. L'UNEF n'a donc fait aucune campagne, pas un seul tract n'a été diffusé pour le CROUS, ce alors que nous diffusons d'habitude plus de 200 000 tracts à cette occasion.

Le résultat des élections est donc à la hauteur de l'ambition du miniprout : une participation exceptionnellement basse - jusqu'à 0,3% dans certaines académies ! – et des tensions importantes dans les bureaux de vote. En effet, les $\frac{3}{4}$ des bureaux de vote étaient fermés, certains déplacés, comme à Béziers où le bureau de vote prévu dans l'lut a été ouvert au dernier moment dans un lycée à 6 km, sans évidemment que les étudiants en soient prévenus...De nombreuses Assemblées Générales ont relayé l'appel au boycott et sont allés envahir des bureaux de vote. L'UNEF condamne évidemment les violences, et, s'il y a des militants de l'UNEF qui les ont commises (ce qui reste encore à prouver) c'est à titre individuel. D'ailleurs, dans un certain nombre d'endroits où des problèmes ont été recensés, l'UNEF progresse et est majoritaire (à Caen je crois par exemple), ce qui démontre bien que cela n'est pas dans notre intérêt électoral d'empêcher la tenue de ces élections, mais que le choix du boycott est un choix politique.

Cependant, je pense qu'il s'agit d'évènements logiques au vu de l'attitude du gouvernement, qui refuse d'entendre les jeunes, et, la leur donne seulement cyniquement dans des élections pipées d'avance et contre leur volonté.

Enfin, pour ceux qui se glorifient d'être majoritaires, je ne comprends pas comment on peut être fier d'être majoritaire dans des élections totalement illégitimes, avec moins d'1% de participation et lors desquelles l'écrasante majorité des étudiants ne pouvait pas voter...Ce alors que les jeunes se mobilisent pour leur avenir, cela me semble bien mesquin, et pour le coup, bien électoraliste...

J'avais prévu de répondre à de nombreuses autres questions, mais là, je dois vous quitter...désolée et bonne soirée!